

5 octobre 2001

Sortir les économies européennes du carcan

Lors des débats précédant le référendum sur le traité de Maastricht, les promoteurs de la monnaie unique mettaient en avant le fait que l'Union européenne allait pouvoir s'affranchir, grâce à cet instrument, de la conjoncture mondiale. A côté de toutes les sottises qui furent alors proférées, cet argument était le seul pertinent d'un point de vue économique. Il est vrai en effet que la zone européenne, prise globalement, a un faible degré d'ouverture commerciale vis-à-vis du reste du monde. Contrairement à un pays isolé, elle peut donc se permettre d'avoir une croissance nettement supérieure à celle de ses partenaires, sans que cela ne se traduise ni par un déséquilibre extérieur excessif, ni par une baisse accentuée de son taux de change réel.

Aux Etats-Unis, le ralentissement de l'activité économique était perceptible depuis de nombreux mois, avant même les attentats du 11 septembre dernier. Ce phénomène avait été enclenché par le durcissement de la politique monétaire, renforcé à partir de la mi 99 afin d'enrayer la bulle spéculative sur les valeurs boursières et le surinvestissement dans les nouvelles technologies. Cette politique ayant porté ses fruits, elle avait commencé à se retourner dès le début de l'année 2001. La baisse des taux d'intérêt directeurs de la FED s'est accélérée depuis le 11 septembre dernier, cependant que le pragmatisme a prévalu dans le domaine budgétaire, la politique prenant rapidement un virage keynésien.

Rien de tel en Europe. Après avoir pris un retard considérable sur l'Amérique dans les nouvelles technologies, notre continent avait la possibilité de s'abriter du ralentissement conjoncturel américain. Le maintien d'une politique monétaire expansive aurait dû par conséquent s'imposer. Quant aux politiques budgétaires, elles auraient pu suivre de façon concertée l'exemple des Etats-Unis au début des années quatre-vingt, où les baisses d'impôt avaient stimulé l'activité avant que le redémarrage de la croissance ne permette de résorber le déficit budgétaire ainsi créé. Autant une relance budgétaire isolée peut être dangereuse, autant une relance concertée aurait pu être utile.

Loin de s'engager dans cette voie, l'Union européenne s'est enfermée dans le dogmatisme de traités dépassés. Alors que la situation de nos pays était radicalement différente de celle des Etats-Unis, la Banque centrale européenne a suivi jusqu'à l'automne 2000 le mouvement américain de hausse des taux d'intérêt, en se fondant sur des analyses tautologiques de la croissance potentielle. Lorsque la Réserve fédérale a enclenché un mouvement inverse de baisse des taux, elle ne l'a suivi qu'avec retard et à faible dose. Quant aux politiques budgétaires, elles sont toujours bridées par le « pacte de stabilité » que les gouvernements ont signé, et que des autorités irresponsables (la Commission et la BCE) leur enjoignent constamment de respecter.

Ces politiques étaient erronées avant même que les attentats du 11 septembre 2001 n'aggravent la situation de l'économie mondiale. Depuis cette date, elles sont devenues insensées. L'Europe demeure figée dans des théories qui ont été développées aux Etats-Unis il

y a quinze ou vingt ans, et que ceux-ci s'empresent d'abandonner dès que leurs intérêts fondamentaux sont en jeu.

Malheureusement, il n'est plus temps de demander le report du passage intégral à l'euro : les jeux sont faits pour les mois qui viennent, ce qui ne signifie pas que ce soit irréversible (il sera toujours possible de recréer un franc si besoin est, dès lors que le peuple français le voudra). Pour l'instant, il est préférable de mettre l'accent sur la nécessité de gérer intelligemment l'euro et de redonner une flexibilité aux politiques budgétaires, afin d'ouvrir la voie à une Europe de nations libres et solidaires.

Dès le lendemain de l'élection présidentielle, il est possible de sortir du carcan qui étouffe toutes nos économies. Avant même de pouvoir refondre les traités, la France doit être le moteur d'un rééquilibrage pragmatique des institutions européennes. Dans un contexte de crise et devant une menace de récession, elle peut ainsi proposer à ses partenaires que le Conseil, formé des représentants légitimes des peuples de notre continent, affirme sa prééminence sur la Commission et la Banque Centrale Européenne. C'est la condition *sine qua non* pour arrêter la dérive.

Gérard LAFAY